



Revue de presse



Mardi 15 Mars 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Raouya évoque avec le président de Kamco les opportunités d'investissement](#)



Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya a reçu lundi à Alger le président de la compagnie koweïtienne d'investissement "Kamco", Abdallah Nasser Sabah Al Ahmed Al Sabah, avec lequel il a évoqué les opportunités d'investissement notamment dans le secteur bancaire, a indiqué lundi un communiqué du ministère.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Les sociétés koweïtiennes appelées à élargir leurs investissements en Algérie



Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a invité, mardi à Alger, les sociétés koweïtiennes à élargir leurs investissements pour englober les différents secteurs productifs, à l'instar de l'agriculture et l'industrie pharmaceutique.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Le Président Tebboune reçoit le propriétaire de la Kuwait Holding Company

Cheikh Abdullah Nasser Sabah Al-Ahmed Al-Sabah



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu lundi à Alger Cheikh Abdullah Nasser Sabah Al-Ahmed Al-Sabah, membre de la famille princière koweïtienne et propriétaire de la Kuwait Holding Company, indique un communiqué de la Présidence de la République.

DK NEWS
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Algérie-Koweït : Raouya évoque avec le président de Kamco les opportunités d'investissement



Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya a reçu lundi à Alger le président de la compagnie koweïtienne d'investissement "Kamco", Abdallah Nasser Sabah Al Ahmed Al Sabah, avec lequel il a évoqué les opportunités d'investissement notamment dans le secteur bancaire, a indiqué lundi un communiqué du ministère.

Cheikh Abdallah Nasser Sabah Al Ahmed Al Sabah, également membre du Conseil d'administration du holding de projets d'investissement du Koweït "Kipco", était accompagné d'une "importante" délégation, selon la même source.

Algérie-Koweït : M. Raouya évoque avec le président de Kamco les opportunités d'investissement



Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a reçu ce lundi à Alger le président de la compagnie koweïtienne d'investissement «Kamco», Abdallah Nasser Sabah Al Ahmed Al Sabah, avec lequel il a évoqué les opportunités d'investissement, notamment dans le secteur bancaire, a indiqué lundi un communiqué du ministère.



MM. Raouya et Rezig s'entretiennent avec le président de Kamco : les perspectives d'investissement à l'ordre du jour



Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a reçu, lundi à Alger, le président de la compagnie koweïtienne d'investissement «Kamco», Abdallah Nasser Sabah Al Ahmed Al Sabah, avec lequel il a évoqué les opportunités d'investissement, notamment dans le secteur bancaire, a indiqué lundi un communiqué du ministère.



Compagnie d'investissement Kamco : Gestion d'actifs et services financiers

La compagnie koweïtienne d'investissement «Kamco» a été créée en 1998 en tant que filiale de United Gulf Bank, la filiale de banque d'investissement de Kuwait Projects Company, à savoir KIPCO, et est spécialisée dans la gestion d'actifs et les services financiers au Koweït, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.



Eclairage : Stimuler la relance

L'Algérie veut stimuler l'investissement étranger dans le secteur de l'industrie et dans d'autres domaines d'activités économiques, pour devenir une plateforme de production et un pays où il est rentable d'investir.



Rencontre Raouïa-président de Kamco Les perspectives d'investissement examinées

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouïa a reçu hier à Alger le président de la compagnie koweïtienne d'investissement "Kamco", Abdallah Nasser Sabah Al Ahmed Al Sabah, avec lequel il a évoqué les opportunités d'investissement notamment dans le secteur bancaire, a indiqué lundi un communiqué du ministère. Cheikh Abdallah Nasser Sabah Al Ahmed Al Sabah, également membre du Conseil d'administration du holding de projets d'investissement du Koweït "Kipco", était accompagné d'une "importante" délégation, selon la même source. M. Raouïa a saisi cette occasion pour procéder à une brève présentation sur la situation économique et financière de l'Algérie et les projets de réformes que le gouvernement envisage de mettre en œuvre.

LA NOUVELLE LOI SUR L'INVESTISSEMENT PEINE À VOIR LE JOUR

Enième renvoi d'un texte très attendu par les investisseurs

Abdelmadjid Tebboune exige que «la nouvelle loi sur la promotion de l'investissement doit reposer sur la consécration du principe de la liberté d'investissement et d'initiative et la stabilité du cadre législatif de l'investissement pour une durée minimum de dix ans».

Le texte de loi portant promotion de l'investissement n'est pas prêt de voir le jour. Lors du dernier Conseil des ministres, le président de la République a encore une fois renvoyé la copie du gouvernement à une énième révision de «fond en comble». Ce texte, très attendu par le monde des affaires et les investisseurs, est, pour rappel, en préparation depuis plus de deux ans et aucune mouture n'a réussi à satisfaire les exigences de la Présidence. Selon le communiqué émanant de la réunion du CM, Abdelmadjid Tebboune exige que «la nouvelle loi sur la promotion de l'investissement doit reposer sur la consécration du principe de la liberté d'investissement et d'initiative et la stabilité du cadre législatif de l'investissement pour une durée minimum de dix ans».

Autres corrections que le gouvernement se doit d'apporter, explique le même communiqué, celles portant sur «la simplification des procédures et la réduction du champ de compétence du pouvoir discrétionnaire de l'administration en matière de traitement des dossiers d'investissement, notamment ceux basés sur l'autofinancement». Ceci et de renforcer «les prérogatives du guichet unique dans le traitement des dossiers d'investissement dans des délais bien déterminés».

Le gouvernement est également sommé par Tebboune de limiter «les avantages et incitations fiscales exclusivement à l'orientation et à l'appui à l'investissement dans certains secteurs ou régions auxquelles l'Etat accorde un intérêt particulier, en sus de l'adoption d'une approche pragmatique dans le traitement des investissements étrangers directs, en tenant compte de l'attractivité des investissements garantissant le transfert de la technologie et la garantie des postes d'emploi».

Ces indications sont pourtant à chaque fois énoncées et mises en avant par les différents ministres successifs de l'Industrie et par le Premier ministre lui-même, pour promouvoir ce fameux texte dont les concepteurs semblent avoir du mal à transformer ces vœux en articles de loi. En août 2020, l'ex ministre de l'Industrie, Ferhat Aït Ali, annonçait fièrement que le nouveau code de l'investissement sera fin prêt avant la fin du mois d'octobre de la même année.

Son successeur, Mohamed Bacha, arrive au ministère en février 2021, alors que ce fameux texte n'est toujours pas finalisé. En septembre 2021, une mouture du texte est publiée dans la presse, mais elle est vite démentie par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane. Ce

dernier affirmait, lors de la présentation du plan d'action du gouvernement, que la bonne copie du code de l'investissement connaissait ses derniers ajustements avant finalisation.

Depuis, les mois se suivent et le texte censé débloquer la situation de l'investissement demeure lui-même bloqué. L'annonce de la suppression de la règle 51/49 pour l'investissement étranger n'a pas suffi à rassurer les prétendants à l'investissement en Algérie. Sans un code de l'investissement devant définir avec exactitude les règles de l'engagement économique en Algérie, notamment après la cascade de scandales financiers garnissant les annales judiciaires, les investisseurs ne se bousculeront pas au niveau des guichets.

Les organisations patronales ont tour à tour exprimé une forte attente de voir enfin le nouveau code de l'investissement libéré afin de voir plus clair dans cette idée de relance économique et pouvoir investir en toute confiance. En attendant de voir le texte en application, la léthargie continue de jeter son voile sur le climat des affaires et les entreprises peinent à faire face à tous les obstacles administratifs. «Nous avons perdu deux ans et demi, alors qu'il y a urgence à s'adapter à la conjoncture économique mondiale...», regrette Mohamed Sayoud, consultant en investissement industriel et chef d'entreprise. Malgré la crise, nous confie notre interlocuteur, «des pays se sont adaptés et ont pu continuer à créer de la richesse... En économie, il est impératif d'être à jour et voir ce qui se fait ailleurs.

Doit-on attendre encore longtemps ce texte ? Soit ! Préparez cette loi, mais en attendant il faut agir, construire des zones industrielles, permettre aux investisseurs de travailler dans de bonnes conditions qu'on peut déjà mettre en place». «Beaucoup d'entreprises ont fermé, et au lieu de créer des emplois, on se retrouve à compter le nombre de chômeurs, est-ce cela qu'on veut pour notre pays ? Qu'on libère l'initiative, qu'on mette à la disposition des entreprises des hangars en location mensuelle et non pas annuelle, pour pouvoir créer et ne pas subir le poids de l'administration.

Ce n'est pas à un administrateur de juger de la viabilité d'un projet économique, qu'on laisse les professionnels travailler... Nombreux sont les investisseurs qui n'ont besoin ni de terrain ni d'argent, mais juste qu'on les laisse travailler. Moi-même, j'ai pu lancer une affaire en Tunisie en l'espace de deux mois seulement, et ailleurs en un temps encore plus réduit, pourquoi ne peuvent pas le faire en Algérie ? Il est temps de libérer l'économie, qui ne doit pas s'arrêter parce qu'un texte de loi n'est pas prêt. Le monde avance», indique Mohamed Sayoud en notant que les entreprises ont du mal à respirer face à tant de blocages.



IMPACT DE LA GUERRE EN UKRAINE SUR LA RÉGION MENA : Les pays pétroliers mieux lotis

Les conséquences économiques de la guerre en Ukraine vont impacter différemment les pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), selon la Banque mondiale, dans le

sillage des chocs liés à la hausse des prix des produits alimentaires, l'augmentation de ceux du pétrole et du gaz, et le risque qui pourrait affecter les flux de capitaux privés vers les marchés émergents, les transferts de fonds et le tourisme.

Si les pays pétroliers s'en sortiraient relativement bien, indique la BM, les autres risquent de connaître une aggravation de l'insécurité alimentaire et de la qualité de vie, déjà mises à mal par la Covid-19, étant donné les perturbations touchant la chaîne d'approvisionnement et les problèmes internes spécifiques à chaque Etat. Pour la Banque mondiale, si les Etats pétroliers et gaziers, dont l'Algérie, peuvent mieux supporter les conséquences de la crise qui s'annonce en comptant sur une amélioration de leurs indicateurs budgétaires, il en sera tout autrement pour les pays non pétroliers qui risquent de connaître une crise économique assez rude.

Pour l'institution, «personne ne sortira gagnant d'une guerre aussi dévastatrice que celle en Ukraine, mais des pays tels que le Qatar, l'Arabie Saoudite, le Koweït, la Libye et l'Algérie pourraient observer une certaine amélioration de leur équilibre budgétaire et de leur balance extérieure, ainsi qu'une croissance plus élevée.

Les pays exportateurs de gaz, notamment, sont aussi susceptibles de bénéficier d'une augmentation structurelle de la demande provenant d'Europe, les autorités de l'Union ayant annoncé leur volonté de diversifier leurs sources d'approvisionnement énergétique», souligne la BM, qui indique toutefois que «les producteurs hors secteur pétrolier vont devoir supporter les conséquences négatives, ce qui devrait renforcer encore plus des tensions au niveau social». La Banque mondiale souligne ainsi qu'elle «surveille de près» la situation (...) dans «des pays comme le Maroc, la Tunisie et l'Egypte», indiquant que des «opérations de soutien budgétaire peuvent s'avérer particulièrement efficaces (...), la crise devant être essentiellement ressentie au niveau des contraintes macro-fiscales nationales». L'analyse de la BM souligne en outre que «les transferts de fonds – particulièrement ceux émanant des expatriés basés dans les pays du Golfe – ne compenseront que très partiellement la hausse des prix due au choc des hydrocarbures (par exemple pour la Jordanie et l'Egypte).

D'autres pays, dont le secteur du tourisme est davantage exposé, comme par exemple l'Egypte – où les Russes et les Ukrainiens représentent au moins un tiers des arrivées de touristes –, devraient, selon les prévisions, être en proie à la morosité, avec des répercussions négatives sur l'emploi et la balance des paiements.» Plusieurs économies MENA seront concrètement affectées par le conflit en Ukraine, dont le Liban, la Syrie, la Tunisie et le Yémen.

«Ce sont des pays qui dépendent principalement de l'Ukraine et/ou de la Russie pour leurs importations alimentaires, en particulier pour le blé et les céréales. La crise devrait perturber les chaînes d'approvisionnement des céréales et des oléagineux, augmenter les prix des aliments et faire monter en flèche les coûts de la production agricole nationale», note l'institution internationale. Pour celle-ci, «la hausse des coûts des intrants agricoles pour les céréales entraînera une diminution de leur utilisation, particulièrement pour les petits exploitants agricoles, et par conséquent, une baisse du rendement et des revenus qui aura des conséquences préjudiciables sur leur subsistance, particulièrement pour les petits agriculteurs.

Elle risque d'affecter de manière disproportionnée ceux qui sont pauvres et vulnérables, et dépendent de l'agriculture pour leurs revenus». La BM se dit «préoccupée» par la situation des pays déjà fragilisés de la région MENA – tels que la Syrie, le Liban et le Yémen –, pour lesquels la crise ukrainienne risque de mettre fondamentalement en danger l'accès alimentaire. La Syrie importe environ deux tiers de sa consommation d'aliments, de pétrole et la plupart de son blé précisément de Russie. Le Liban achète d'Ukraine et de Russie plus de 90% de ses céréales et le pays ne dispose d'environ que d'un mois de réserves. Le Yémen importe environ 40% de son blé des deux pays en guerre. Le nombre de personnes plongées dans la crise, ou pire – dans une grave insécurité alimentaire, comme au Yémen –, a considérablement augmenté, passant de 15 millions à plus de 16 millions en seulement trois mois à la fin 2021. La guerre en Ukraine ne fera qu'exacerber cette dynamique déjà morose au Yémen, note encore l'auteur de l'analyse.



ALGÉRIE-KOWEÏT

TEBBOUNE REÇOIT LE PROPRIÉTAIRE DE LA KUWAIT HOLDING COMPANY

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu hier à Alger, Cheikh Abdullah Nasser Sabah Al Ahmed Al Sabah, membre de la famille princière koweïtienne et propriétaire de la Kuwait Holding Company, indique un communiqué de la présidence de la République.

«Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu ce jour Cheikh Abdullah Nasser Sabah Al Ahmed Al Sabah, membre de la famille princière koweïtienne et propriétaire de la Kuwait Holding Company», lit-on dans le communiqué. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de cabinet à la présidence de la République, Abdelaziz Khellaf, et **du ministre des Finances, Abderrahmane Raouya.**



DES PRODUITS INTERDITS À L'EXPORTATION : Quelles conséquences sur le commerce extérieur ?

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné au gouvernement d'interdire l'exportation de tous les produits de large consommation importés par l'Algérie (subventionnés), tels que le sucre, les pâtes, l'huile, la semoule et tous les dérivés du blé. Plus ferme encore, le chef de l'État a chargé le ministre de la Justice d'élaborer un «projet de loi criminalisant l'exportation de produits non fabriqués localement, étant un acte de sabotage pour l'économie nationale», précise le communiqué rendu public à l'issue du Conseil des ministres tenu dimanche dernier.

Même si les raisons qui ont motivé cette décision n'ont pas été clairement évoquées, il va sans dire que l'Exécutif semble vouloir protéger davantage le marché local en couvrant les besoins nationaux, afin de pouvoir éviter les pénuries de ces produits qui ont engendré, rappelons-le, des flambées ininterrompues de leurs prix ces derniers mois à travers tout le territoire. En revanche, ce qui déconcerte les opérateurs économiques concernés par cette mesure, c'est le caractère définitif et exécutoire qu'elle revêt. "Pourquoi parle-t-on d'interdiction directe et non pas de suspension ?", s'interroge un spécialiste du commerce extérieur. Il se demande si réellement, cette mesure a été profondément analysée en étudiant ses conséquences sur l'économie du pays. À l'évidence, cette décision mettra en difficulté l'avenir de nombreuses sociétés qui activent dans le commerce extérieur, emploient des dizaines de personnes, créent de la richesse et font gagner au pays des montants non négligeables en devises.

"Si c'est pour assurer une certaine régulation et une stabilité du marché national compte tenu de la déstabilisation que connaît actuellement le marché à l'international, cette décision présidentielle peut être compréhensible pour peu qu'elle ait une nature suspensive", souligne un opérateur économique. Sinon, "rien ne justifie cette mesure d'autant plus que d'autres solutions idoines existent bel et bien", affirme-t-il. Au lieu de recourir de manière aussi directe à l'interdiction, ne fallait-il pas alors réfléchir à d'autres formules qui, tout en protégeant les intérêts du pays, peuvent remplacer de manière aussi efficiente cette décision.

Un expert très au fait du secteur du commerce extérieur, lui, suggère comme solution l'utilisation des capacités de production dormantes, inactives des opérateurs pour maintenir les exportations, sauvegarder les postes d'emploi et faire entrer des devises pour le pays. Il suffit, indique-t-il, d'utiliser les licences d'exportation qui existent dans ce domaine.

Les autorités pourront, de ce fait, libérer au fur et à mesure les exportations tel que le prévoient les dispositions de l'article 9 du décret exécutif n°15-306 du 06 décembre 2015 fixant les conditions et les modalités d'application des régimes de licences d'importation ou d'exportation de produits et marchandises soumises à des restrictions, comme c'est le cas dans la décision présidentielle. Il faut dire que ce type de mesures sont prises régulièrement en Inde et en Chine pour ne citer que ces deux pays.

L'autre ordre donné par Abdelmadjid Tebboune a trait au maintien de l'"interdiction stricte" de l'importation des viandes congelées et d'encourager la consommation de viandes locales. Par ailleurs, le président de la République a ordonné d'encourager les agriculteurs qui approvisionnent le stock stratégique de l'État en blé dur et tendre et en légumineuses avec diverses incitations, dont le soutien sous forme de prêts, d'engrais et d'autres avantages, ajoute le communiqué



Il a DISSIMULÉ 507 VÉHICULES DONT 267 DE LUXE, ESTIMÉS À 100 MILLIARDS DE DINARS

Le trésor caché de Tahkout Vingt-quatre personnes ont été placées sous mandat de dépôt pour avoir dissimulé des biens issus du “crime résultant d’infractions liées à la grande corruption et au blanchiment d’argent”.

Le pot aux roses. La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a rendu publique, hier, la liste des biens dissimulés depuis 2019 aux enquêteurs et à la justice par des membres de la famille de l’homme d’affaires Mahieddine Tahkout et certains de ses associés. Soigneusement cachés dans des entrepôts situés à Ouled Fayet, Reghaïa, Dar ElBeïda, Staouéli, Alger, mais aussi dans un entrepôt à Béchar, ces biens saisis par la division centrale de lutte contre le crime organisé et la police judiciaire de la sûreté d’Alger, sont composés de 507 véhicules, dont 267 voitures de tourisme de luxe qui coûteraient des dizaines de millions de dinars.

Dans ce lot découvert, l’on trouve également 84 camions de diverses marques, des jet-skis, des bateaux de plaisance, des motos de luxe, plus de 800 grands cartons contenant des pièces de voiture et 30 conteneurs renfermant 63 nouveaux moteurs pour autobus. Les services en charge de cette saisie ont pris soin de filmer ces biens dissimulés dans de vulgaires entrepôts et qui se trouvent dans un état lamentable.

Selon la DGSN, la valeur des saisies est estimée à 100 milliards de dinars. La vidéo de la DGSN a également montré une partie des véhicules, dont les plaques d’immatriculation sont trafiquées pour tromper la vigilance des services de sécurité et des enquêteurs, alors qu’une autre partie de ces véhicules faisait l’objet de démarches de régularisation administrative au niveau des communes et des daïras.

Ces biens ont “volontairement” été dissimulés par des membres de la famille de l’ancien homme d’affaires et certains de ses proches dans le but de les transférer dans des entrepôts puis de les vendre illégalement sur le marché. Pis encore, la même source a indiqué que ces véhicules et biens saisis n’ont pas été inventoriés alors que la justice avait bel et bien désigné un administrateur judiciaire pour justement gérer une situation conflictuelle née au lendemain de l’emprisonnement des patrons d’entreprises privées inculpés pour corruption, **blanchiment d’argent, transfert illégal de devises de et vers l’étranger**. Mais l’inspection de ces entrepôts, le week-end dernier, a, encore une fois, montré l’ampleur de l’affaire Tahkout, de sa famille, de ses proches et de ses associés. Comment ces véhicules ont-ils été introduits sur le sol algérien, **sachant que le groupe Tahkout était propriétaire de l’usine de montage de véhicule et comment ont-ils été dédouanés** ? Comment les auteurs présumés ont-ils pu opérer au détriment des enquêteurs et de la justice, mais aussi de l’administrateur judiciaire censé détenir l’inventaire de tous les biens mobiliers et immobiliers du groupe Tahkout ? Autant d’interrogations auxquelles l’instruction devra apporter des réponses dans les tout

prochains jours. Dans le sillage de cette importante découverte, pas moins de 24 suspects, dont des membres de la famille de l'ancien homme d'affaires Mahieddine Tahkout et certains de ses associés, ont été arrêtés lors de cette saisie. Ces derniers ont tous été présentés devant le parquet compétent pour avoir dissimulé des biens issus du crime, résultant d'infractions liées à la grande corruption, au blanchiment d'argent et pour avoir dissimulé leur origine criminelle, ce qui constitue, aux yeux de la loi, une circonstance aggravante. Placés sous mandat de dépôt, les mis en cause répondront devant les juridictions compétentes de la manière avec laquelle ils ont détourné ces biens censés figurer dans l'enquête préliminaire, quand Mahieddine Tahkout a été arrêté en 2019.

Ce fait inédit depuis l'ouverture du dossier automobile dans les tribunaux et les cours de justice intervient au moment où plusieurs hommes d'affaires impliqués dans les dossiers de corruption font l'objet de saisies de biens mobiliers et immobiliers. Jugé et condamné à seize ans de prison ferme dans l'affaire de l'automobile, Mahieddine Tahkout aura ainsi de nouveaux soucis avec la justice.



UNE JOURNÉE D'ÉTUDE SERA ORGANISÉE CE MERCREDI

Quelle finance digitale pour l'Algérie ?

Le Cercle d'action et de réflexion pour l'entreprise souligne que la thématique de la rencontre s'inscrit en droite ligne du programme du gouvernement pour la réforme et la modernisation du système bancaire et financier du pays.

Le Cercle d'action et de réflexion pour l'entreprise (Care) organise, en partenariat avec le Fonds d'équipement des Nations unies (UNCDF), une journée d'étude sur l'inclusion financière au moyen des technologies du numérique sur le thème "Quelle finance digitale pour l'Algérie ?".

La rencontre se déroulera demain mercredi à l'hôtel El-Djazaïr, à Alger. "L'événement est organisé sous le patronage du Premier ministre et du ministère des Finances, en présence d'Aïmene Benabderrahmane, avec la participation du ministre de la Numérisation et des Statistiques, de celui de la Poste et des Télécommunications et du ministre délégué chargé de l'Économie de la connaissance des start-up", annoncent les organisateurs. Au programme, des panels sur les bases réglementaires d'une finance digitale inclusive, ainsi que les modèles et la prochaine étape pour la promotion de la finance digitale inclusive en Algérie.

Les experts qui interviendront durant cette journée, s'intéresseront aux moyens de parvenir à une plus grande inclusion financière par les outils du numérique dans le but d'impulser la croissance économique, tout en offrant aux populations les plus vulnérables, dont les femmes, un accès facile et peu coûteux aux services financiers.

Les services financiers numériques peuvent être les vecteurs de la reprise économique en Algérie. Dans une note publiée le mois dernier sur son site internet, la Banque d'Algérie a dressé un "recueil" exhaustif des produits et services bancaires autorisés aux banques primaires à compter du 31 janvier 2022 et ce, conformément à ses règlements fixant les règles générales quant aux conditions applicables aux opérations de banque.

En matière de banking mobile (par smartphone), la Banque d'Algérie autorise, entre autres, l'ouverture de comptes, les commandes de cartes bancaires et de chèquiers, les consultations de compte, les SMS Banking (messagerie, situation de compte, information sur la disponibilité de carte bancaire, de chéquier), les virements, le paiement de factures et les demandes de transfert d'argent entre clients abonnés de l'application. Concernant le mobile QR code en intrabancaire, les services bancaires autorisés pour les clients particuliers, les professionnels et les commerçants sont les opérations de paiement basées sur un QR code, les opérations de virement, les demandes de transfert d'argent entre clients abonnés de l'application et la consultation du solde du compte, ainsi que l'ensemble des opérations effectuées.

Pour les "clients entreprises", les services bancaires autorisés sont les opérations de paiement basées sur un QR code, les consultations du solde du compte, ainsi que l'ensemble des opérations effectuées à travers l'application. Les services financiers numériques ou dématérialisés, rendus possibles par les FinTech ou développés par des prestataires plus traditionnels, offrent la possibilité de réduire les coûts, d'améliorer la rapidité, la sécurité et la transparence des transactions, et de faciliter l'accès à des services plus sûrs.

La forte pénétration de la téléphonie mobile dans de nombreux pays en développement a permis l'éclosion de la première génération de services financiers dématérialisés, avec l'essor des systèmes de paiement par mobile. Cependant, relèvent certains experts, si l'Algérie bénéficie d'une couverture mobile haut débit supérieure à la moyenne de la région Mena, l'utilisation de ces services y reste très faible.



Promotion des investissements : «Il faut une politique monétaire qui favorise la compétitivité», selon l'économiste Meddah

Le président de la République a ordonné, lors du dernier Conseil des ministres, au gouvernement d'«enrichir suffisamment le débat, à travers la promulgation d'une nouvelle loi revue de fond en comble pour la promotion de l'investissement». «La nouvelle loi sur la promotion de l'investissement doit reposer sur la consécration du principe de la liberté d'investissement et d'initiative et la stabilité du cadre législatif de l'investissement pour une durée minimum de dix ans», a indiqué un communiqué de la présidence de la République.



[Interdiction d'exporter des produits importés par l'Algérie : Tebboune veut booster le produit national](#)

Avec cette nouvelle approche, l'Algérie va accentuer ses efforts dans la direction de la diversification de son industrie au niveau national. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a sommé, lors de la réunion du Conseil des ministres, l'Exécutif de ne pas exporter des produits importés par l'Algérie. Cette interdiction formelle s'inscrit dans les engagements du président Tebboune d'alléger et de réduire l'enveloppe réservée à l'importation des produits en général.



[Nouvelles mesures de Tebboune en faveur de l'économie nationale](#)

En mode «crise», l'Algérie se protège des effets des sanctions occidentales contre la Russie

Faisant face depuis plusieurs mois au phénomène de la hausse « démesurée » des prix de plusieurs produits de large consommation, évoluant depuis le début de la crise sanitaire de la Covid-19 en 2020 de façon linéaire, les Algériens qui, malheureusement, ne disposent pas tous d'un matelas d'épargne pour faire face à un nouveau choc inflationniste, doivent, désormais, se préparer à toutes les éventualités.

راوية يستقبل رئيس شركة " كامكو " الكويتية: عرض مشاريع الإصلاح الواعدة في الجزائر



قدم وزير المالية عبد الرحمان راوية، أمس، لرئيس الشركة الكويتية للاستثمار "كامكو" عبد الله ناصر الصباح الأحمد الصباح، عرضاً وجيزاً عن الوضع الاقتصادي والمالي للجزائر ومشاريع الإصلاح التي تعتمزم الحكومة تجسيدها. وركز راوية، خلال عرضه على "الاهتمام الخاص" الذي توليه الجزائر للاستثمارات الأجنبية، خاصة العربية منها، كما أطلعه عن قرب إصدار قانون جديد حول ترقية الاستثمار وتحسين مناخ الأعمال، من شأنه تعزيز الإطار التشريعي ومبدأ حرية الاستثمار والمبادرة وتسهيل الإجراءات بشكل كبير.



حفيد أمير دولة الكويت.. تباحثنا مع الرئيس تبون عدة مجالات الاستثمار



قال الشيخ عبد الله ناصر الصباح حفيد أمير دولة الكويت، أنه تباحث مجالات الاستثمار خلال لقائه مع رئيس الجمهورية. كما أشار مالك شركة الكويت القابضة المالكة لبنك الخليج الجزائر، إلى تطرقه لسبل تطوير الاستثمار بالمشاريع جرى الاستقبال بمقر رئاسة الجمهورية

واستقبل رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، اليوم الاثنين، الشيخ عبد الله ناصر الصباح حفيد أمير دولة الكويت. كما جرى الاستقبال في مقر رئاسة الجمهورية.

ويعتبر الشيخ عبد الله ناصر الصباح مالك شركة الكويت القابضة المالكة لبنك الخليج الجزائر. كما حضر اللقاء مدير ديوان رئاسة الجمهورية، عبد العزيز خلف، ووزير المالية، عبد الرحمان راوية.



[تدشين برج "بنك الخليج" في العاصمة](#)



دعا وزير المالية عبد الرحمان راوية، اليوم الاثنين بالجزائر العاصمة، المؤسسات الكويتية إلى توسيع استثماراتها لتشمل مختلف القطاعات المنتجة على غرار الزراعة والصناعة الصيدلانية. جاء ذلك في تصريحات لراوية على هامش إشرافه على مراسم تدشين المقر الاجتماعي الجديد لبنك الخليج-الجزائر (برج أ جي بي) بالأبيار بأعالي العاصمة، رفقة الشيخ عبد الله ناصر صباح الأحمد الصباح، رئيس الشركة الكويتية للاستثمار "كامكو"، وعضو مجلس إدارة شركة مشاريع الكويت القابضة "كبيكو"، والوفد المرافق له.



في سياق بحث الشراكة الجزائرية – الكويتية: راوية يعرض فرص الاستثمار على مالك "بنك الخليج الجزائر"



استقبل وزير المالية، عبد الرحمان راوية الاثنين بالجزائر العاصمة رئيس الشركة الكويتية للاستثمار "كامكو"، عبد الله ناصر الصباح الأحمد الصباح الذي تطرق معه إلى فرص الاستثمار لاسيما في القطاع المصرفي، حسب ما أفاد بيان للوزارة. وحسب ذات المصدر، فقد رافق الشيخ عبد الله ناصر الصباح الأحمد الصباح وهو عضو أيضا في مجلس إدارة شركة مشاريع الكويت القابضة "كبيكو" وفد "هام".

لا استخدام لها إلا في الحالات "الاستثنائية: "حسابات التخصيص.. نهاية عهد "الصناديق السوداء"

أكدت مسؤولة بالمديرية العامة للميزانية، بالجزائر ان المعلومات المتعلقة بحسابات التخصيص الخاص سيتم نشرها والإشارة إليها في قوانين المالية ابتداء من ذلك المقرر خلال السنة المقبلة 2023. وأوضحت نائب مدير الدراسات القانونية بالمديرية العامة للميزانية، نسيمة حاج علي، ان هذا الإصلاح جاء تطبيقا للقانون العضوي المتعلق بقوانين المالية الذي ينص على إدراج الوضعية المتضمنة مجموع الحسابات الخاصة للخرينة في اطار الشفافية في تقديم هذه القوانين.

PERTURBATION DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT MONDIALE

Quel impact sur nos importations ?

Tout le monde le souligne : l'impact de la guerre en Ukraine fait peser de gros risques sur l'économie mondiale à travers plusieurs activités qui ressentent déjà les contrecoups. Entre autres, la crainte d'un choc des prix des produits alimentaires, dont le blé. Soit une catégorie des importations dont l'Algérie ne peut se passer.

Au moment où l'inflation bat son plein jusqu'à atteindre des niveaux records chez pratiquement l'ensemble des partenaires commerciaux de l'Algérie, en raison notamment des conséquences de la pandémie de Covid-19 que le monde n'a pas encore fini d'essuyer, voilà que la guerre entre la Russie et l'Ukraine vient remettre en cause le début de remise en marche de certains secteurs d'activité très influents sur les échanges internationaux. En effet, depuis quelques jours, l'inquiétude qui gagnait le transport maritime, dont dépend 90% du commerce international, s'est transformée carrément en panique pour certains marchés eu égard au nouveau chamboulement de la chaîne d'approvisionnement mondiale. Entre l'encombrement des ports en Europe du Nord en raison de la fermeture ou

des risques encourus sur certaines routes maritimes ou encore la flambée du prix du carburant, les répercussions se propagent sur l'ensemble du transport maritime mondial. Une situation, en tous les cas, qui a obligé l'Organisation maritime internationale (OMI), l'agence onusienne chargée d'assurer la sécurité du transport maritime, à se réunir en urgence à Londres, jeudi et vendredi derniers, pour examiner la situation des bateaux et des marins bloqués en mer Noire et en mer d'Azov, là d'où sont expédiées des quantités importantes du blé importé par l'Algérie. Pour le fret aérien, entre la région où sévit le conflit et l'Europe occidentale, notamment les pays partenaires commerciaux de l'Algérie, ne plus survoler la Russie et l'Ukraine rallonge les trajets de 2 à 3 heures, selon des experts



Photo : OMI

occidentaux, ce qui engendre 15 tonnes de carburant en plus par avion, et donc autant de capacité de transport de fret en moins, et un surcoût important en kérosène. Le tout se répercutant sur le coût des produits importés et in fine, sur le prix à la consommation.

Donc, après la crise sanitaire qui a considérablement désorganisé les chaînes d'approvisionnement mondiales avec tout un tas de répercussions à commencer par les prix de vente au consommateur, le commerce international doit affronter une nouvelle

épreuve. Le conflit en est à sa troisième semaine, mais déjà ses répercussions sur le transport mondial de marchandises sont lourdes. Et puis, ce qui n'arrange pas tout, «il va falloir attendre des mois, après la fin du conflit, pour que les bateaux puissent sortir ou rentrer dans les ports ukrainiens, car toute navigation est devenue trop dangereuse à cause de la présence vraisemblable de mines sous-marines», a averti Ian Wilkinson, du cabinet danois Risk Intelligence, spécialisé dans la sûreté maritime. Des nouvelles qui, inévitablement, auront un

prolongement en Algérie, pays gros importateur de produits alimentaires, où l'on doit s'attendre maintenant à voir les prix des produits prendre encore plus de hauteur en raison de l'impact des perturbations subies par le transport international de marchandises, déjà affecté par la montée des prix de l'énergie. Des augmentations des coûts à l'importation qui ont déjà été invoquées pour expliquer les hausses des prix ayant touché, en Algérie, une large palette de produits alimentaires, notamment à l'automne dernier. La guerre en Ukraine conjuguée aux prix de l'énergie, il y a bien peur qu'ils donnent lieu à une inflation importée comme on n'en a jamais vu. Ceci sans oublier la perte continue de la valeur du dinar qui n'en finit pas de renchérir les produits importés. En somme, il est à craindre qu'une bonne partie de ce que l'Algérie gagne avec la remontée du prix du baril de pétrole soit destinée à régler une facture d'importation de biens alimentaires qui sera revue à la hausse.

Azedine Maktour

بالإضافة إلى تسمية ساحة باسم الأمير الراحل لدولة الكويت وزير المالية يشرف على حفل تدشين المقر الجديد لبرج "بنك خليج الجزائر"



■ أشرف وزير المالية عبد الرحمن راوية رفقة والي الجزائر العاصمة أحمد معبد ومالك شركة الكويت القابضة بنك الخليج الشيخ عبد الله ناصر صباح الأحمد الصباح أمس الاثنين على حفل تدشين المقر الجديد لبرج (بنك خليج الجزائر) بالأبيار بالإضافة إلى إطلاق اسم الساحة المقابلة للبنك باسم الأمير الراحل صباح الأحمد الجابر الصباح.

وجودنا الدائم في السوق الجزائرية منذ ما يقارب 20 سنة ودليل ثقتنا في تميمتها وفي بناء مستقبلها المزدهر". وكشف ربيع سكرية أن "البرج الجديد يتكون من 25 طابق ويصل ارتفاعه إلى 110 متر حيث يتربع على 33 ألف متر مربع ويتوفر على قاعة للمؤتمرات تسع لحوالي 90 مقعدا و19 قاعة اجتماعات قابلة للتغيير وتسع مصاعد ذكية من بينها تسع مصاعد بانورامية وقاعة رياضة وموقف سيارات ذو خمس طوابق تحتوي على 280 مكان للركن. كما يعمل في بنك خليج الجزائر أكثر من 1100 موظف ولديه شبكة تضم 59 وكالة وست (6) خدمات بنكية ذاتية تغطي 39 ولاية في الجزائر.



حفل التدشين أن "المبنى الجديد لبرج خليج الجزائر يمثل بالنسبة لهذه المؤسسة المالية مصدر فخر حقيقي ورمز التعاون الاقتصادي بين الجزائر والكويت، وتابع "هو كذلك رمز

وقال وزير المالية عبد الرحمن راوية في تصريح إعلامي عقب التدشين "نهنت أنفسنا وإخواننا في الكويت بهذه التدشينات التي نعتبرها مفخرة للجزائر ونطمح لإنجازات أخرى" وتابع "ما يجعلنا نبهت عن المزيد من التعاون والشراكة مع إخواننا في الكويت". وأكد الوزير أن "اللقاء كان مناسبة حيث تم التطرق مع الشيخ عبد الله ناصر صباح الأحمد الصباح والوفد المرافق له إلى رغبتنا في رؤية المزيد من إنجازات إخواننا الكويتيين في بلدنا حتى تكون هناك استثمارات أخرى للمساهمة في النمو الاقتصادي الجزائري". من جهته قال المدير العام لبنك خليج الجزائر ربيع سكرية في تصريح إعلامي هو الآخر عقب

■ محمد ب

تباحثا مجالات الاستثمار والمشاريع الاقتصادية

الرئيس تبون يستقبل مالك شركة مشاريع الكويت القابضة



استقبل رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، أمس الاثنين، بمقر رئاسة الجمهورية، الشيخ عبد الله ناصر صباح الأحمد الصباح، عضو العائلة الأميرية الكويتية، مالك شركة مشاريع الكويت القابضة، حسب ما أفاد به بيان لرئاسة الجمهورية.

في تصريح للصحافة عقب الاستقبال، قال الشيخ عبد الله ناصر صباح الأحمد الصباح: «لقد تشرفت ببقاء فطامة الرئيس عبد المجيد تبون ونقلته له تحية وسلام صاحب السمو الشيخ نواف الأحمد الجابر الصباح، أمير دولة الكويت، وسمو ولي عهده الشيخ مشعل الأحمد الجابر الصباح. كما تطرقنا إلى العلاقات الثنائية بين الشعبين والبلدين الشقيقين وتباحثنا مجالات الاستثمار والمشاريع الاقتصادية وسبل تطويرها وتمييزها.

للإشارة، فقد جرى الاستقبال بحضور مدير ديوان رئاسة الجمهورية عبد العزيز خلفه ووزير المالية عبد الرحمان راوية.

رزيق يستقبل مالك شركة كيبكوك

استقبل وزير التجارة وترقية الصادرات كمال رزيق، مالك شركة الكويت القابضة «كيبكوك»، بنك الخليج، الشيخ عبد الله ناصر صباح الأحمد الصباح، والوفد المرافق له للتباحث حول آليات توسيع التعاون الثنائي في المجالات ذات الاهتمام المشترك، حسبما أفاد به بيان للوزارة.

وخلال هذا اللقاء، الذي جرى الأحد، بحضور سفير دولة الكويت بالجزائر محمد الشيو، أكد الوزير على «نجاحة الشراكة التي تجمع البلدين وكذا حجم الاستثمارات الكويتية بالجزائر، ليرتبط الاتفاق على مواصلة الإطار التشاوري من أجل ربط التواصل بين رجال الأعمال مع تفعيل مجلس أعمال مشترك بين البلدين.

كما تحدث رزيق، في الوقت ذاته، عن الدور بالغ الأهمية للبنوك في تنمية الصادرات وزيادة قدرتها على التنافس في الأسواق العالمية، مضيف نفس المصدر.

من جانبه، أبدى الشيخ عبد الله ناصر الصباح، كامل استعداده لتبادل الخبرات والتجارب من أجل تحقيق الرقي للمبادلات التجارية بقاعدة رابح رابح، وفقاً لذات البيان.

راوية يتطرق مع رئيس «كامكو» إلى فرص الاستثمار

استقبل وزير المالية عبد الرحمان راوية، أمس الاثنين، بالجزائر العاصمة، رئيس الشركة الكويتية للاستثمار «كامكو» عبد الله ناصر الصباح الأحمد الصباح، الذي تطرق معه إلى فرص الاستثمار، سيما في القطاع المصرفي، حسبما أفاد به، أمس الاثنين، بيان للوزارة.

وافق الشيخ عبد الله ناصر الصباح الأحمد الصباح وهو عضو أيضاً في مجلس إدارة شركة مشاريع الكويت القابضة «كيبكوك» وقد «هام» واغتنم راوية فرصة هذا اللقاء، لتقديم عرض وجيز عن الوضع الاقتصادي والمالي للجزائر ومشاريع الإصلاح التي تعتمده الحكومة تطبيقها، وركز في ذات السياق، على «الأهتمام الخاص» المولى للاستثمارات الأجنبية، سيما تلك الواردة من الدول العربية، حسب ذات البيان.

في هذا الصدد، أطلع الوزير ضيفه، أنه حرصاً على ترقية الاستثمار وتحسين مناخ الأعمال في الجزائر سيتم، قريباً، إصدار قانون جديد يوجد حالياً قيد الاستكمال. وأضاف، أن «هذا القانون من شأنه أن يعزز الإطار التشريعي ويكرس مبدأ حرية الاستثمار والمبادرة، فضلاً عن تسهيل الإجراءات بشكل كبير».

وحسب البيان، تمحور اللقاء بعد ذلك أساساً حول فرص الاستثمار في القطاع المصرفي والتأمينات، وأصرّب الطرف الكويتي عن «ارتياحه» إزاء الاستثمارات المحققة في هذا المجال (بنك الخليج الجزائر وشركة مختلطة في مجال التأمين على الحياة والتأمين على الأضرار).

وحسب الوزارة، تمحور الحديث أيضاً حول «إمكانيات التعاون في مجال عصرنه وتنظيم عمليات البورصة».

وخلص البيان، إلى أن الشيخ عبد الله ناصر الصباح الأحمد الصباح، سيقوم خلال الظهر، رفقة وزير المالية، بالتشجيع الرسمي للمقر الرسمي لبنك الخليج الجزائر، الكائن بالأبيار والنافورة الموجودة مقابل البنك التي سيقام عليها اسم أمير الكويت الراحل الصباح الأحمد الجابر الصباح.

تشمل مختلف القطاعات المنتجة كالزراعة والصناعة الصيدلانية

راوية : المؤسسات الكويتية مدعوة لتوسيع استثماراتها في الجزائر

دعا وزير المالية عبد الرحمان راوية، أمس الاثنين، المؤسسات الكويتية إلى توسيع استثماراتها لتشمل مختلف القطاعات المنتجة على غرار الزراعة والصناعة الصيدلانية. وجاء ذلك في تصريحات لراوية على هامش إشرافه على مراسم تدشين المقر الاجتماعي الجديد لبنك الخليج-الجزائر «برج أ جي بي» بالأبيار بأعالي العاصمة، رفقة الشيخ عبد الله ناصر صباح الأحمد الصباح، رئيس الشركة الكويتية للاستثمار «كامكو»، وعضو مجلس إدارة شركة مشاريع الكويت القابضة «كبيكو» والوفد المرافق له. وأوضح الوزير أنه تطرق خلال المحادثات التي أجراها مع الشيخ عبد الله ناصر صباح الأحمد الصباح إلى توسيع الاستثمارات الكويتية في الجزائر والتي تقتصر حالياً على مجالي البنوك والتأمينات. وأضاف أن الجزائر تحت على إقامة استثمارات أخرى في المجالات التي تساهم في النمو الاقتصادي للجزائر كالزراعة والصناعة الصيدلانية. كما أشرف راوية والوفد الكويتي على تدشين مستديرة (محور دوران) مزينة بنافورة قبالة «برج أ جي بي» أطلق عليها اسم الأمير الراحل لدولة الكويت، الشيخ جابر الصباح الصباح. وهذه المناسبة، ذكر راوية بالعلاقات «الوطيدة والقديمة والأخوية» التي تربط بين الجزائر ودولة الكويت. من جهته، أشار السفير الكويتي بالجزائر محمد الشبو إلى أهمية العلاقات السياسية «المتميزة» بين البلدين والتي أكدتها زيارة رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون إلى الكويت أواخر شهر فبراير الماضي. وأضاف أن الكويت «تطمح إلى أن تواكب هذه العلاقات السياسية، علاقات متميزة أيضاً في الشق الاقتصادي والاستثماري والتجاري». كما أوضح أن إطلاق اسم الأمير الراحل لدولة الكويت، الشيخ صباح جابر الأحمد الصباح، على المستديرة التي تقابل المقر الجديد لبنك الخليج-الجزائر، يأتي «عرفانا» بالدور القومي الذي لعبه الراحل خلال حرب التحرير الجزائرية كونه كان رئيس لجنة جمع التبرعات لفائدة المجاهدين الجزائريين خلال فترة الاستعمار. و يذكر أن مراسم تدشين «برج أ جي بي» والمستديرة، تمت بحضور والي الجزائر ومحافظ بنك الجزائر إضافة لعدة إطارات من القطاع.



استقبل وزير المالية، السيد عبد الرحمان راوية أمس بالجزائر العاصمة رئيس الشركة الكويتية للاستثمار «كامكو»، عبد الله ناصر الصباح الأحمد الصباح الذي تطرق معه إلى فرص الاستثمار سيما في القطاع المصرفي، حسب بيان للوزارة. ورافق الشيخ عبد الله ناصر الصباح الأحمد الصباح وهو عضو أيضا في مجلس إدارة شركة مشاريع الكويت القابضة «كبيكو» وفد «هام». واغتنم السيد راوية فرصة هذا اللقاء لتقديم عرض وجيز عن الوضع الاقتصادي والمالي للجزائر ومشاريع الإصلاح التي تعتزم الحكومة تطبيقها، وركز في ذات السياق على الاهتمام الخاص المولى للاستثمارات الأجنبية، سيما تلك الواردة من الدول العربية.

في هذا الصدد، أطلع الوزير شقيقه أنه حرصا على ترقية الاستثمار وتحسين مناخ الأعمال في الجزائر سيتم قريبها إصدار قانون جديد يوجد حاليا قيد الاستكمال. وأضاف أن هذا القانون من شأنه أن يعزز الإطار التشريعي ويكرس مبدأ حرية الاستثمار والمبادرة، فضلا عن تسهيل الإجراءات بشكل كبير.

وحسب البيان تمحور اللقاء بعد ذلك أساسا حول فرص الاستثمار في القطاع المصرفي والتأمينات. وأعرب الطرف الكويتي عن «ارتياحه» إزاء الاستثمارات المحققة في هذا المجال (بنك الخليج الجزائر وشركة مختلطة في مجال التأمين على الحياة والتأمين على الأضرار). وحسب الوزارة تمحور الحديث أيضا حول «إمكانيات التعاون في مجال عصبة البورصة وتنظيم عمليات البورصة».

وخلص البيان إلى أن الشيخ عبد الله ناصر الصباح الأحمد الصباح سيقيم خلال الظهيرة رفقة وزير المالية بالتدشين الرسمي للمقر الرسمي لبنك الخليج الجزائر الكائن بالأبيار والناقورة الموجودة مقابل البنك التي س يُطلق عليها اسم أمير الكويت الراحل الصباح الأحمد الجابر الصباح.

ح.ش




وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger